

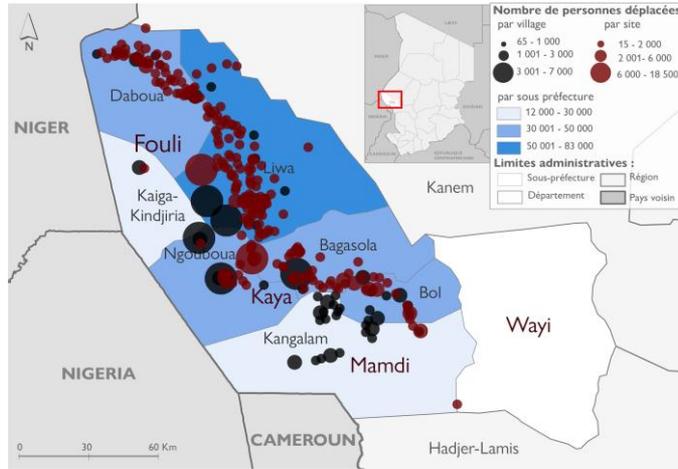
Méthode d'évaluation

Aperçu des déplacements

Profil démographique



Avertissement : Les cartes incluses dans ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM. Les coordonnées géographiques des villages et sites ont été collectées durant les évaluations sur le terrain. Pour les localités évaluées à distance, les coordonnées géographiques ont été reprises du round précédent.



Contexte et méthodologie

Depuis 2015, le Tchad fait l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés non-étatiques présents dans le bassin du Lac Tchad engendrant des déplacements massifs de populations, aussi bien internes que transfrontaliers. Au Tchad, l'OIM met en œuvre sa Matrice de suivi des déplacements (DTM, *Displacement Tracking Matrix* en anglais) dans la province du Lac depuis mai 2015 pour mesurer l'évolution du nombre, des profils et les besoins des populations déplacées à la suite de cette crise, afin de mieux orienter les programmes humanitaires et de développement. Les données sont collectées à travers des entretiens avec des informateurs clés (autorités locales, chefs traditionnels, représentants des personnes déplacées et gestionnaires de sites) dans les villages et sites d'accueil des personnes déplacées, ainsi que par des observations directes dans ces localités.

Ce tableau de bord présente les résultats des évaluations menées entre le 07 mai et le 08 juin 2024 dans 293 lieux de déplacement. En comparant le Round 23 et le Round 22 en termes de total de population déplacée, nous constatons que dans le Round 23, il y a une légère augmentation de 0,2 %, ce qui est insignifiant car cela représente moins de 500 personnes. Cela s'explique par le fait que, bien que certains sites soient abandonnés en raison du manque d'assistance et des déplacements préventifs dans certains cas, certaines personnes des sites abandonnés continuent à se déplacer vers des sites existants, par exemple, ceux qui ont quitté le site de Koukime 3 (Baga-Sola) sont allés sur le site de Kollom (Bol). De plus, les attaques dans les îles ont conduit à la création de nouveaux sites de déplacement comme Tchoukou-Kebi. La situation de déplacement dans la province du Lac reste volatile, avec la création de nouveaux sites de déplacement spontanés et l'abandon de certains sites existants. Cette collecte de données a été réalisée en partenariat avec la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et Rapatriés (CNARR), le gouvernement de la province du Lac, la délégation provinciale du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI) et la Croix-Rouge du Tchad (CRT). Les données ont été triangulées par la DTM et les acteurs humanitaires ont été impliqués dans l'élaboration d'indicateurs spécifiques aux clusters et l'analyse approfondie des données.

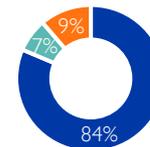
Nombre de personnes et ménages déplacés par sous-préfectures

Département	Sous-préfecture	Ménages PDI	# PDI	Ménages Retournés venus de l'étranger	# Retournés venus de l'étranger	Ménages Retournés anciennes PDI	# Retournés anciennes PDI	Total ménages déplacés round 23	Total de personnes déplacées round 23
Total Fouli		25 348	118 495	1 092	5 267	708	4 137	27 148	127 899
Fouli	Daboua	67 46	31 324	511	2 294	150	672	7 407	34 290
	Kaiga Kindjiria	2 142	9 883	197	802	—	—	2 339	10 685
	Liwa	16 460	77 288	384	2 171	558	3 465	17 402	82 924
Total Kaya		15 105	61 965	1 712	8 741	689	4 581	17 506	75 287
Kaya	Baga-Sola	4 174	18 732	1 151	5 280	261	1 544	5 586	25 556
	Ngouboua	10 931	43 233	561	3 461	428	3 037	11 920	49 731
Total Mamdi		8 689	40 150	576	2 878	3 388	15 892	12 653	58 920
Mamdi	Bol	7 778	36 035	375	1 985	1 577	7 709	9 730	45 729
	Kangalam	911	4 115	201	893	1 811	8 183	2 923	13 191
Total Province du Lac		49 142	220 610	3 380	16 886	4 785	24 610	57 307	262 106

220 610 Personnes déplacées internes (PDI)

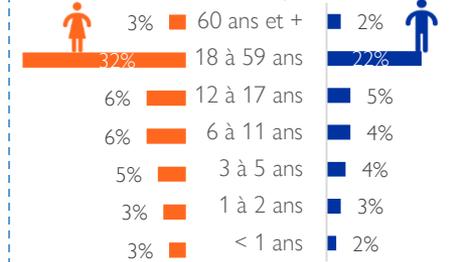
16 886 Retournés venus de l'étranger

24 610 Retournés anciennes PDI



Répartition démographique de la population déplacée par sexe et par tranche d'âge

Femmes (58%) Tranche d'âge Hommes (42%)

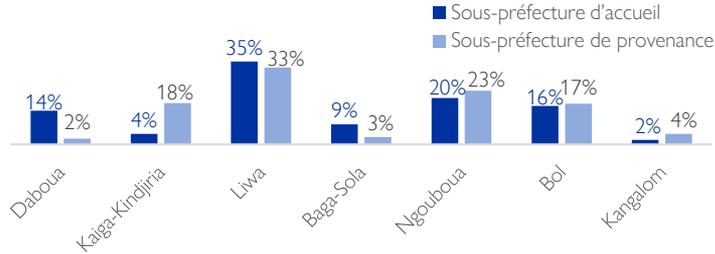


Personnes déplacées internes (93% des localités)



Déclencheur de déplacement	% des localités
Conflit, violence ou persécution	98%
Catastrophes naturelles	1%
Violences communales/affrontements	<1%

Sous-préfecture d'origine des PDI et sous-préfecture d'accueil actuelle des PDI

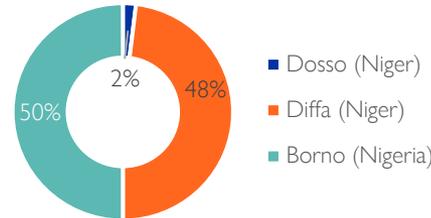


Retournés de l'étranger (18% des localités)



Déclencheur de déplacement	% des localités
Conflit, violence ou persécution	98%
Violences communales/affrontements	2%

Le pourcentage des localités accueillant des retournés de l'étranger, par région d'origine



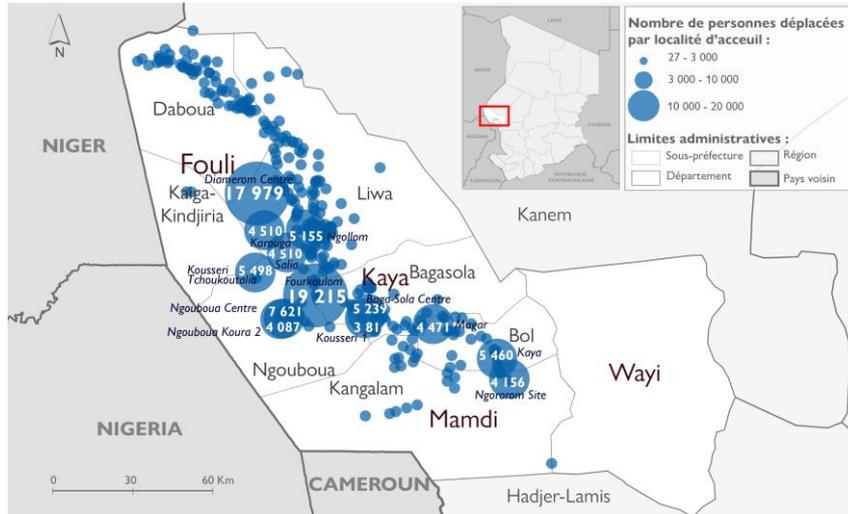
Retournés anciennes PDI (12% des localités)



Motif de retour	% d'individus
Opportunité de subsistance	47%
Amélioration de la sécurité, de l'accès physique et de la liberté de mouvement	29%
Aggravation des conditions dans la zone de déplacement	22%
Amélioration de la disponibilité des services dans la région d'origine	1%
Insécurité dans la zone de déplacement (retour forcé)	1%

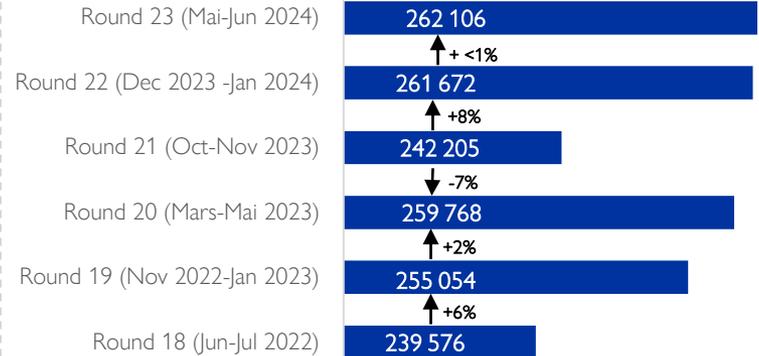
Déclencheur initial du déplacement	% d'individus
Conflit, violence ou persécution	97%
Catastrophes naturelles	2%
Violences communales/affrontements	1%

Localités évaluées accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées



Voir page 1 pour l'avertissement concernant la carte

Évolution du nombre de personnes déplacées

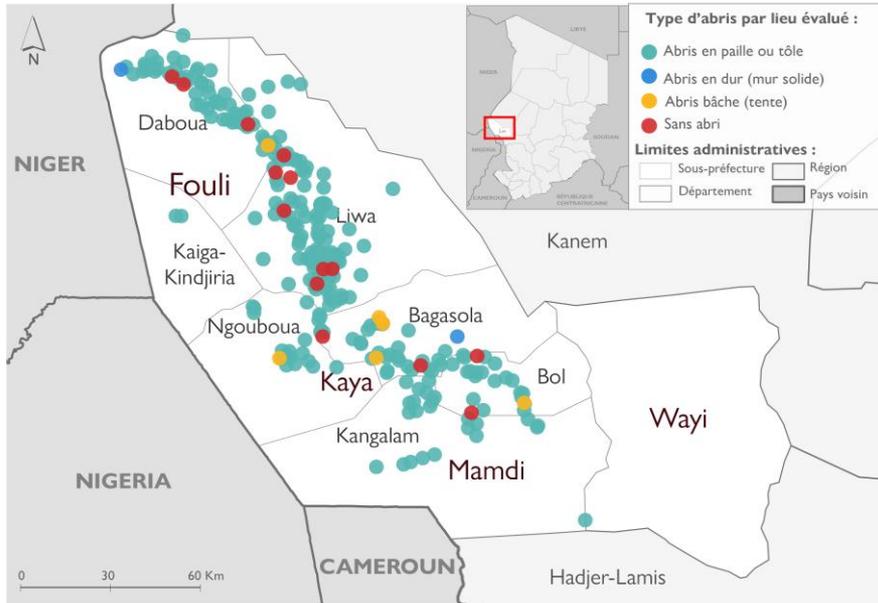


75% des personnes déplacées vivent dans des sites



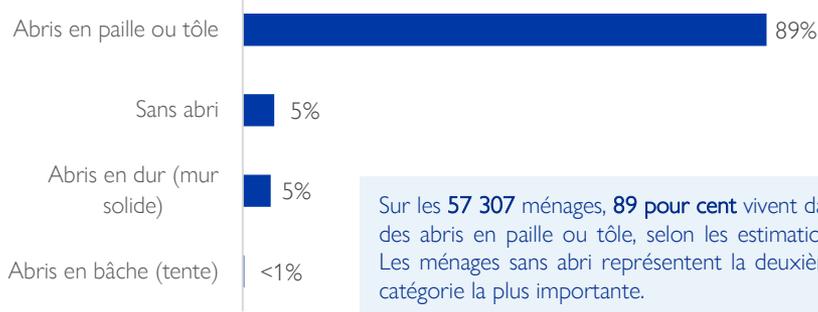
25% des personnes déplacées vivent avec des communautés hôtes

Principal type d'abri pour la majorité des personnes déplacées par lieu évalué



Voir page 1 pour l'avertissement concernant la carte

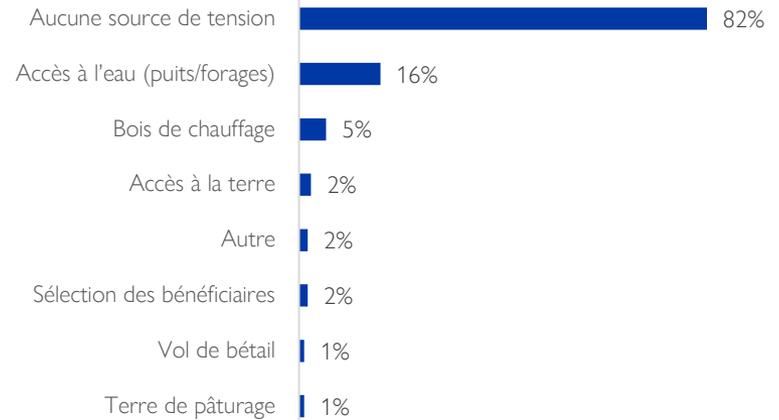
Pourcentage de ménages par type d'abri



Sur les 57 307 ménages, 89 pour cent vivent dans des abris en paille ou tôle, selon les estimations. Les ménages sans abri représentent la deuxième catégorie la plus importante.

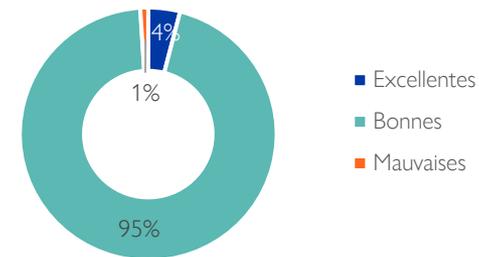
Parmi les 3 105 ménages estimés sans abri, 37 pour cent se trouvent dans la sous-préfecture de Liwa, 29 pour cent dans la sous-préfecture de Daboua et 23 pour cent dans la sous-préfecture de Bol.

Pourcentage de localités évoquant une source de tension particulière (choix multiple)



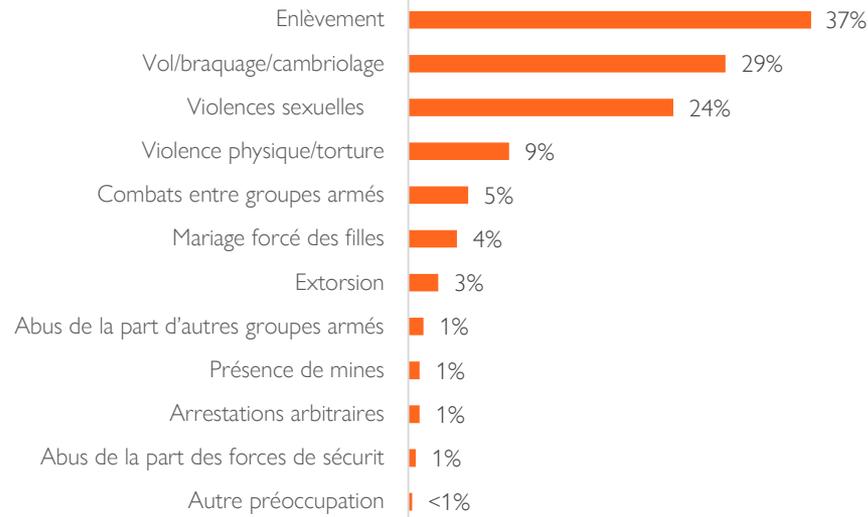
Dans 82 pour cent des lieux évalués, il n'y a aucune source de tension parmi la majorité des personnes qui y vivent. Toutefois, l'accès à l'eau a été signalé comme une source de tension dans 16 pour cent des lieux évalués. Dans les 48 localités où l'accès à l'eau est signalé comme une source de tension, 31 pour cent se trouvent dans la sous-préfecture de Liwa et 27 pour cent dans la sous-préfecture de Daboua. La sélection des bénéficiaires est signalée comme une source de tension dans 2 pour cent des lieux évalués.

Relations entre la majorité des personnes déplacées et la communauté hôte, pourcentage des lieux évalués



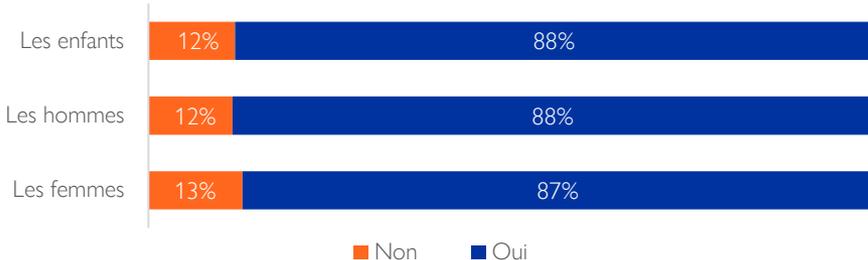
En général, la relation entre les personnes déplacées et la communauté hôte est bonne dans 95 pour cent des lieux évalués. Toutefois, ce n'est pas le cas dans 1 pour cent des lieux où la relation est mauvaise. Si l'on considère le nombre de localités évaluées par sous-préfecture, les relations sont mauvaises dans 3 pour cent des localités de Daboua et dans 1 pour cent dans celles de Liwa.

Principales préoccupations en matière de sécurité par pourcentage de localités évaluées (choix multiple)

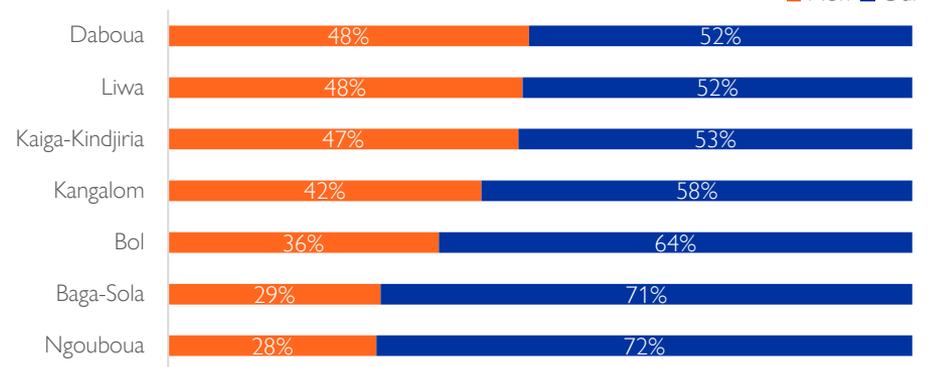


Bien que dans **44 pour cent** des localités évaluées, la majorité des personnes ne soit pas préoccupée par la protection et la sécurité, dans **37 pour cent** des localités, les enlèvements sont considérés comme préoccupation en matière de protection et de sécurité pour la majorité des personnes. Sur les **108 localités** qui ont déclaré que les enlèvements étaient un problème de protection et de sécurité, les sous-préfectures de Liwa (31%) et de Daboua (20%) sont celles qui ont enregistré le plus grand nombre de localités qui ont déclaré ce problème.

Sentiment de sécurité sur les lieux de déplacement, pourcentage de localités évaluées

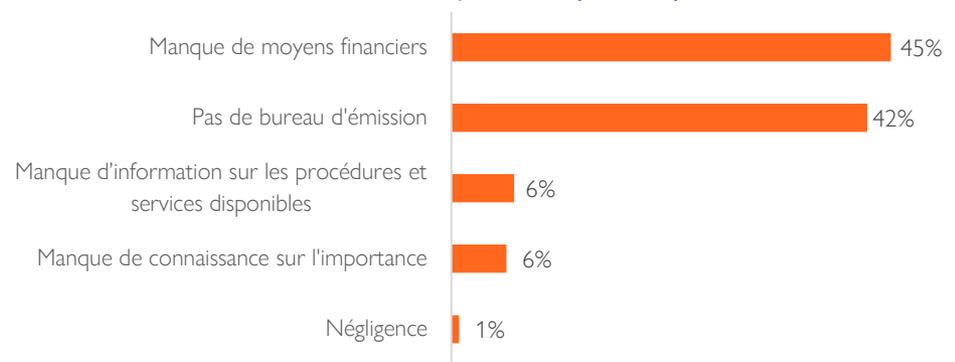


Possession de documents d'identité par la majorité des personnes dans les lieux évalués (% de lieux par sous-préfecture)



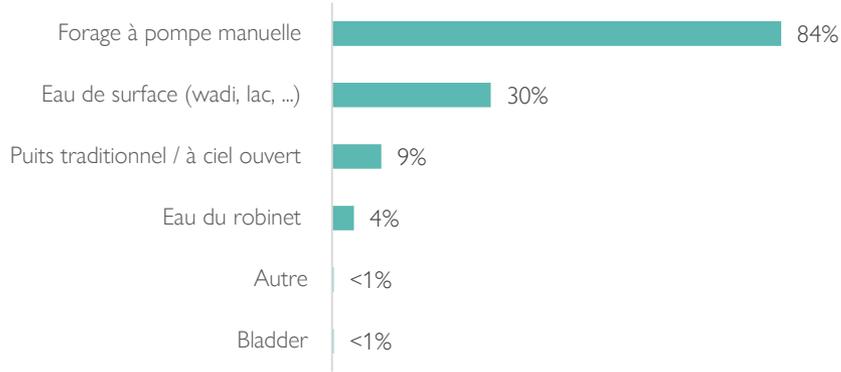
Dans les 293 lieux évalués, la majorité des personnes possèdent un document d'identification dans **57 pour cent** des lieux, tandis que dans **43 pour cent** des lieux, la majorité n'en possède pas. Les sous-préfectures de **Daboua** et de **Liwa** ont le plus grand nombre de localités par sous-préfecture où la majorité des personnes ne possèdent pas de documents d'identification.

Raison de la non-possession de documents d'identification par pourcentage de localités où la majorité n'en possède pas



Dans les **125 localités** où la majorité des personnes n'ont pas de documents d'identité, les deux principales raisons sont le **manque de moyens financiers (45%)** et **pas de bureau d'émission (42%)**. Dans les **7 localités** où le manque de connaissances sur l'importance (6%) des documents d'identité a été signalé, **71 pour cent** se trouvent dans la sous-préfecture de Liwa.

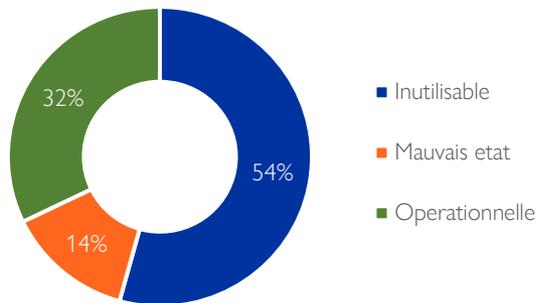
Les principales sources d'approvisionnement en eau dans le site/village (choix multiple)



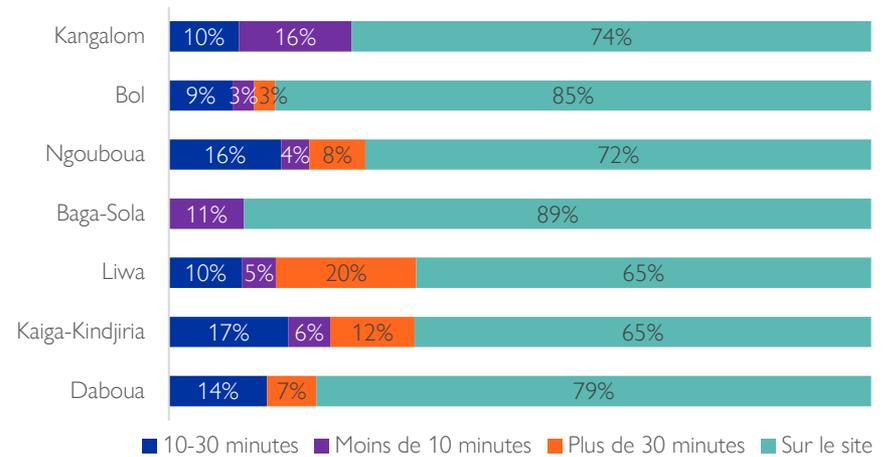
Le forage à pompe manuelle est la principale source d'eau utilisée dans **84 pour cent** des localités évaluées. La deuxième source d'eau la plus utilisée dans **30 pour cent** des localités est **l'eau de surface** (wadi, lac, ...). Dans les **87 localités** où l'eau de surface est une source d'eau pour la majorité des personnes déplacées, **29 pour cent** se trouvent dans la sous-préfecture de **Bol**, **23 pour cent** dans la sous-préfecture de **Liwa** et **22 pour cent** dans la sous-préfecture de **Kangalom**.

État des latrines pour les localités disposant de latrines dans les lieux de déplacement

Dans **41 pour cent** des lieux évalués, il y a des latrines. Cependant, dans les **140 localités** qui ont signalé la disponibilité des latrines dans les lieux de déplacement, les latrines ne sont pas utilisables dans **54 pour cent** de ces localités, tandis que les latrines sont en mauvais état dans **14 pour cent** des localités évaluées. Parmi les **76 localités** où les latrines ne sont pas utilisables, **33 pour cent** se trouvent dans la sous-préfecture de **Daboua**.

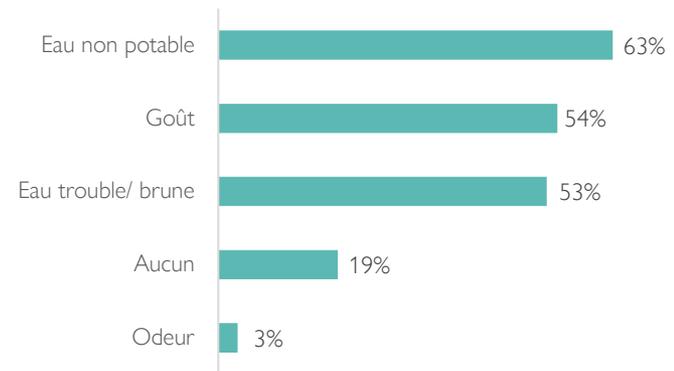


Temps nécessaire pour accéder à la source d'eau la plus proche à pied, pourcentage des localités évaluées par sous-préfecture

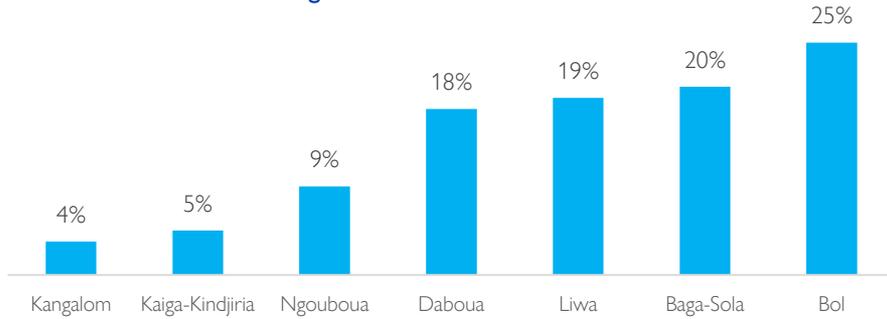


En général, la plupart des points d'eau utilisés par la majorité des personnes dans les lieux évalués se trouvent **sur le site** (74 %). Néanmoins, dans **10 pour cent** des localités évaluées, il faut **plus de 30 minutes** à pied pour atteindre le point d'eau le plus proche. Cette situation est plus particulière dans la sous-préfecture de **Liwa**, où **12 pour cent** des lieux évalués mettent plus de 30 minutes pour atteindre le point d'eau le plus proche.

Problèmes de qualité de l'eau, pourcentage par localités évaluées (choix multiple)

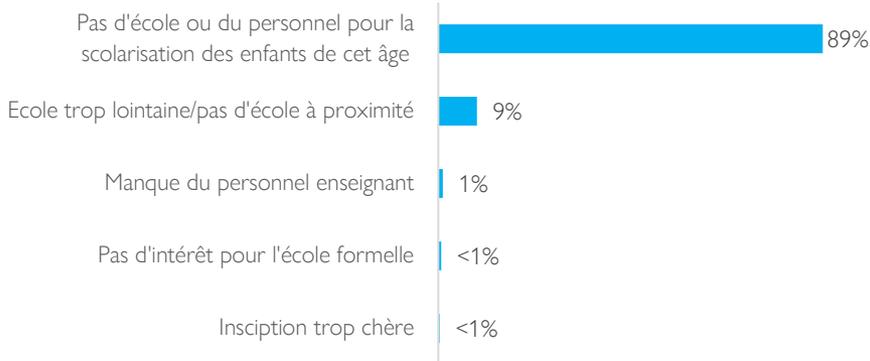


Pourcentage d'écoles par sous-préfecture par rapport au nombre total d'écoles signalées dans les localités évaluées



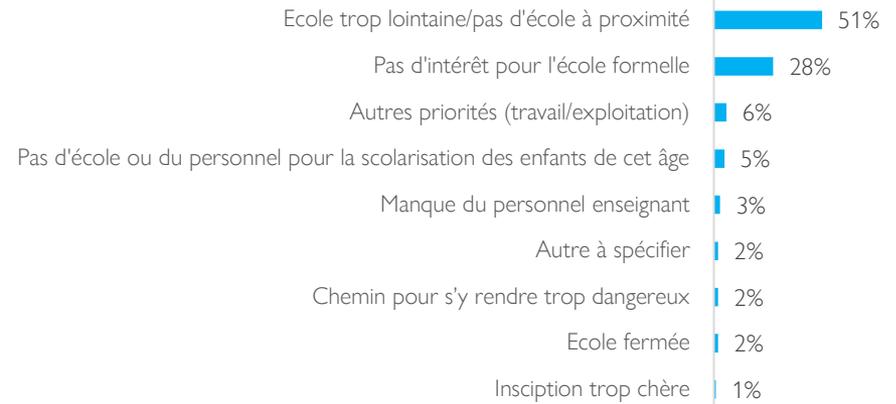
Il y a **84 écoles** disponibles dans les **293 localités** évaluées pour une population estimée de **77 733 enfants** (de 3 à 17 ans). Les sous-préfectures qui comptent le plus grand nombre d'écoles sont **Bol** (25 %) et **Baga-Sola** (20 %). La plupart des écoles se trouvent au centre des sous-préfectures, Baga-Sola centre est la localité qui compte le plus grand nombre d'écoles (5). La sous-préfecture de Kagalom compte le moins d'écoles (4 %).

Raisons pour lesquelles les enfants de 3 à 5 ans ne vont pas à l'école dans les localités évaluées (% des localités)



Dans **96 pour cent** des localités évaluées, il est estimé qu'**aucun** enfant âgé de **3 à 5 ans** ne va à l'école. La principale raison invoquée dans **89 pour cent** des localités est qu'il n'y a **pas d'école ou de personnel pour scolariser les enfants de cet âge**. L'autre raison invoquée dans **9 pour cent** des localités évaluées est que les écoles sont trop éloignées.

Raisons pour lesquelles les enfants de 6 à 12 ans ne vont pas à l'école dans les localités évaluées (% des localités)



Dans **57 pour cent** des localités évaluées, on estime qu'**aucun** enfant âgé de **6 à 12 ans** et de **13 à 17 ans** ne va à l'école. La principale raison invoquée par **51 pour cent** et **50 pour cent** respectivement des deux tranches d'âge dans les localités évaluées est l'éloignement des écoles. Sur la base de nombre des localités évaluées par sous-préfecture, Liwa a le nombre le plus élevé des localités où aucun enfant ne va à l'école. Cela représente **78 pour cent** dans les localités avec des enfants de **6 à 12 ans** et **76 pour cent** dans les localités avec des enfants de **13 à 17 ans**.

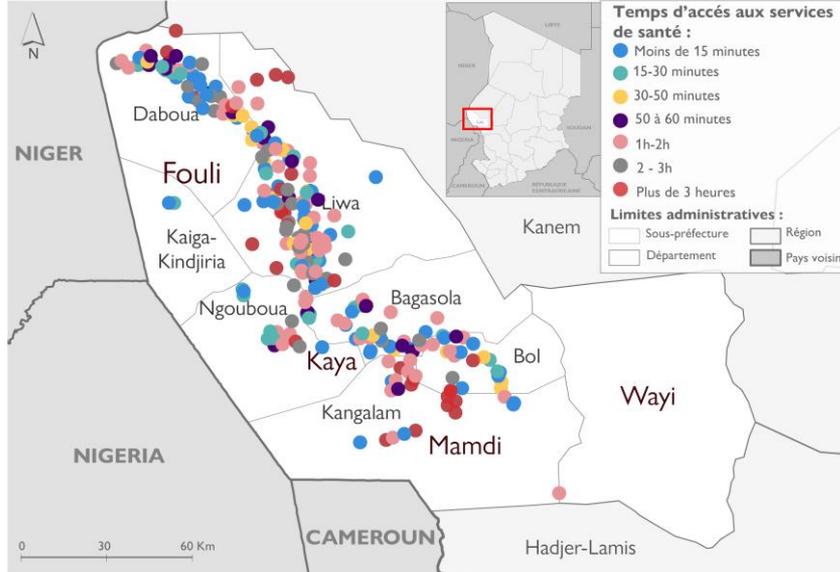
Temps nécessaire pour se rendre à pied à l'école la plus proche pour la majorité des enfants déplacés dans les localités évaluées



Alors qu'il faut **moins de 10 minutes** pour se rendre à l'école dans **20 pour cent** des localités évaluées, il faut au moins une heure pour se rendre à l'école la plus proche pour la majorité des enfants déplacés dans **50 pour cent** des localités évaluées.

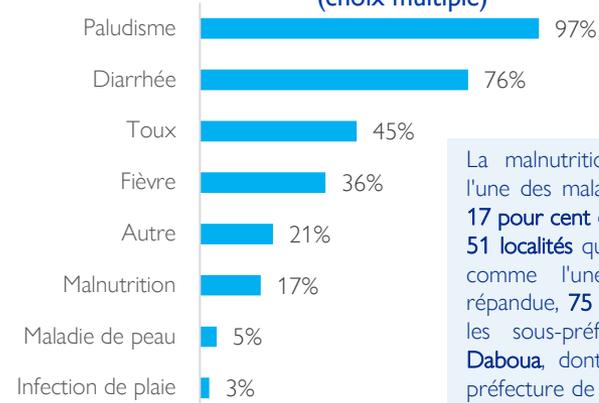
Dans **37 pour cent** des localités évaluées dans la sous-préfecture de **Kangalom** et **27 pour cent** dans la sous-préfecture de **Liwa**, il faut plus de trois heures pour se rendre à l'école la plus proche.

Temps nécessaire pour se rendre à l'établissement de santé le plus proche pour la majorité des personnes dans les localités évaluées



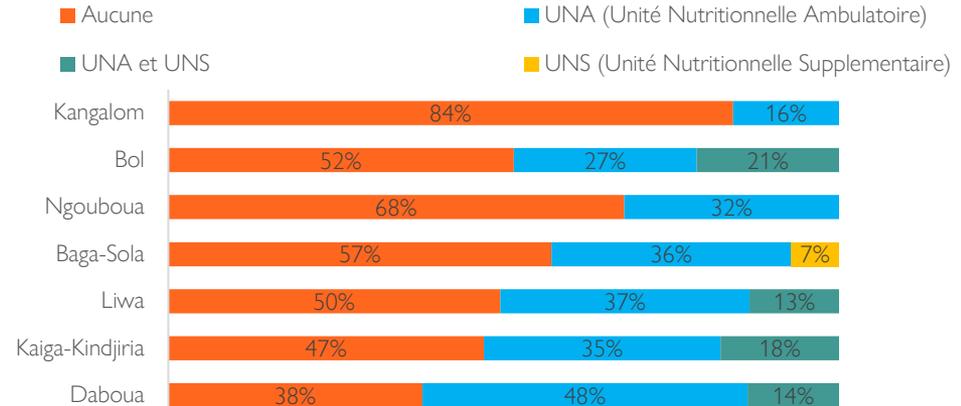
Voir page 1 pour l'avertissement concernant la carte

Maladies les plus répandues pour la majorité des personnes dans les lieux évalués (choix multiple)



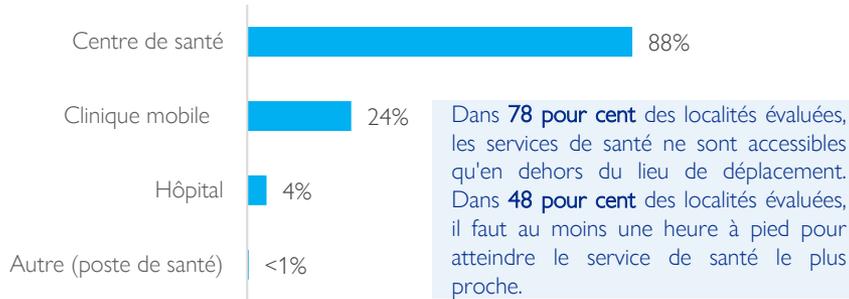
La malnutrition a été signalée comme l'une des maladies le plus répandue dans **17 pour cent** des localités évaluées. Sur les **51 localités** qui ont signalé la malnutrition comme l'une des maladies le plus répandue, **75 pour cent** se trouvent dans les sous-préfectures de **Liwa** et de **Daboua**, dont la majorité dans la sous-préfecture de Liwa.

Pourcentage de lieux évalués par sous-préfecture avec des services nutritionnels disponibles



Il n'y a aucun service de nutrition disponible dans **51 pour cent** des localités évaluées. Cependant, UNA est disponible dans **37 pour cent** des localités évaluées, tandis que UNA et UNS est disponible dans **11 pour cent** des localités évaluées. Sur la base du nombre des localités évaluées par sous-préfecture, la sous-préfecture de **Kangalom** compte le plus grand nombre (84%) de localités où aucun service de nutrition est disponible. La sous-préfecture de **Daboua** a le plus grand nombre de localités avec des services de nutrition disponibles.

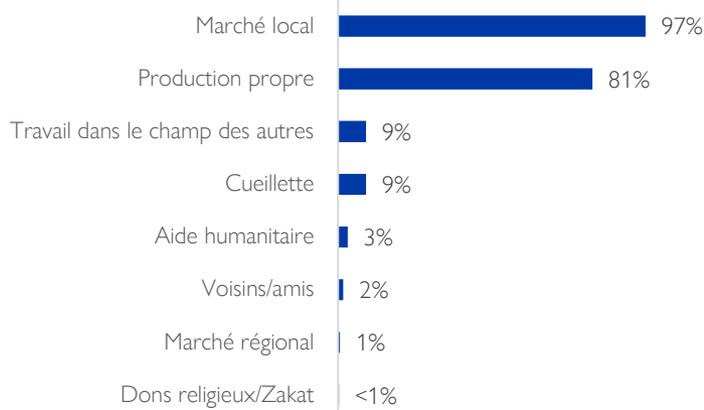
Catégorie de services de santé fonctionnels dans les lieux évalués (choix multiple)



Dans **78 pour cent** des localités évaluées, les services de santé ne sont accessibles qu'en dehors du lieu de déplacement. Dans **48 pour cent** des localités évaluées, il faut au moins une heure à pied pour atteindre le service de santé le plus proche.

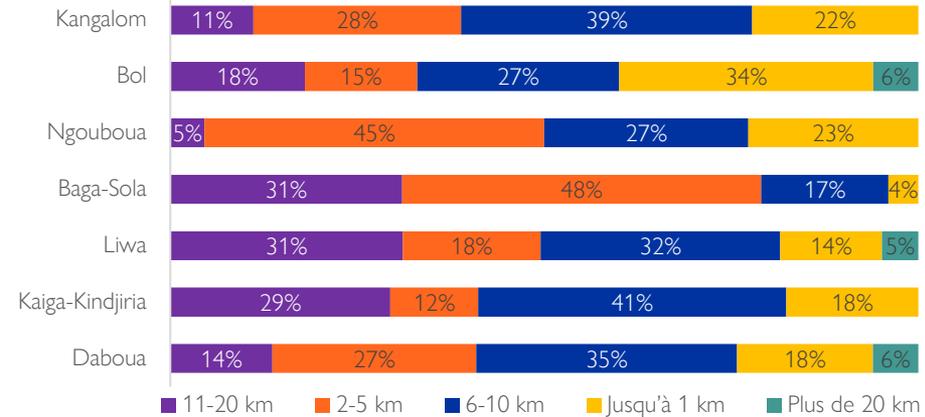
Le **centre de santé** est la catégorie de services de santé disponible dans le plus grand nombre de localités évaluées, soit **88 pour cent**. Des **cliniques mobiles** sont également disponibles dans **24 pour cent** des localités. Sur les **70 localités** qui ont accès à une clinique mobile, aucune ne se trouve dans la sous-préfecture de **Kangalom**, tandis que **41 pour cent** et **30 pour cent** se trouvent respectivement dans les sous-préfectures de **Daboua** et **Liwa**.

Principale source de nourriture pour la majorité des personnes déplacées dans les lieux évalués (choix multiple)



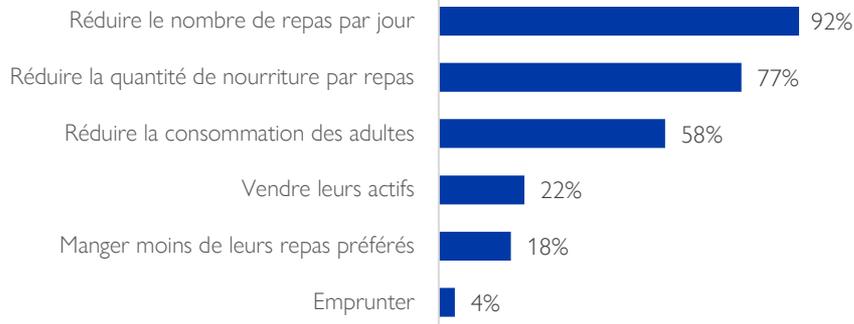
Bien que les deux principales sources de nourriture pour la majorité des personnes déplacées dans les lieux évalués soient le **marché local** (97%) et la **production propre** (pêche, agriculture, élevage, etc.) (81%), dans **3 pour cent** des lieux évalués, l'**aide humanitaire** est la principale source de nourriture. Dans les **9 localités** où l'aide humanitaire est la principale source de nourriture, **33 pour cent** d'entre elles se trouvent dans les sous-préfectures de Baga-Sola et de Liwa.

Distance où se trouve le marché le plus proche qui fonctionne, pourcentage des localités évalués par sous-préfecture



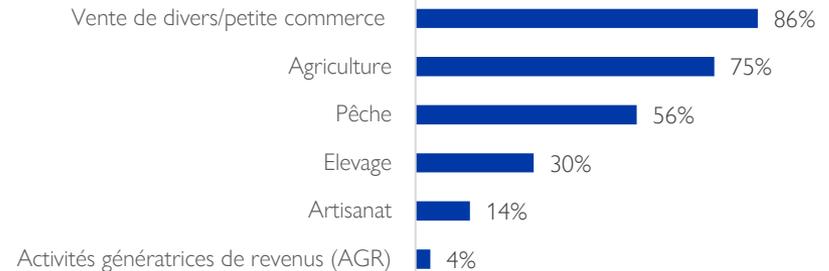
Dans **282 localités** où la majorité des personnes déplacées ont accès à un marché opérationnel, les personnes déplacées doivent marcher au moins **2 kilomètres** pour atteindre le marché le plus proche dans **82 pour cent** des localités. Dans **31 pour cent** des localités, les personnes déplacées doivent marcher **entre 6 et 10 kilomètres** pour atteindre le marché fonctionnel le plus proche. Dans **6 pour cent** des localités évaluées dans la sous-préfecture de **Bol** et dans **6 pour cent** des localités évaluées dans la sous-préfecture de **Daboua**, les personnes déplacées doivent marcher plus de 20 kilomètres pour accéder au marché le plus proche.

Mécanisme de survie adopté par la majorité des personnes déplacées dans les lieux évalués (choix multiple)



Dans 22 pour cent des sites évalués, les personnes déplacées vendent leurs actifs pour survivre. Ce phénomène est surtout signalé dans la sous-préfecture de Liwa, où **50 pour cent** des localités pratiquant cette mesure ont été évaluées.

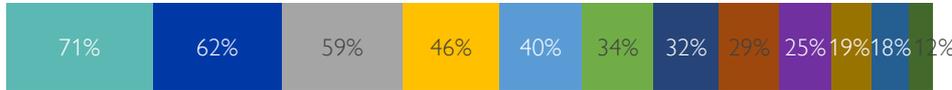
Principales sources de revenus traditionnel pour la majorité des personnes sur le lieu de déplacement (choix multiple)



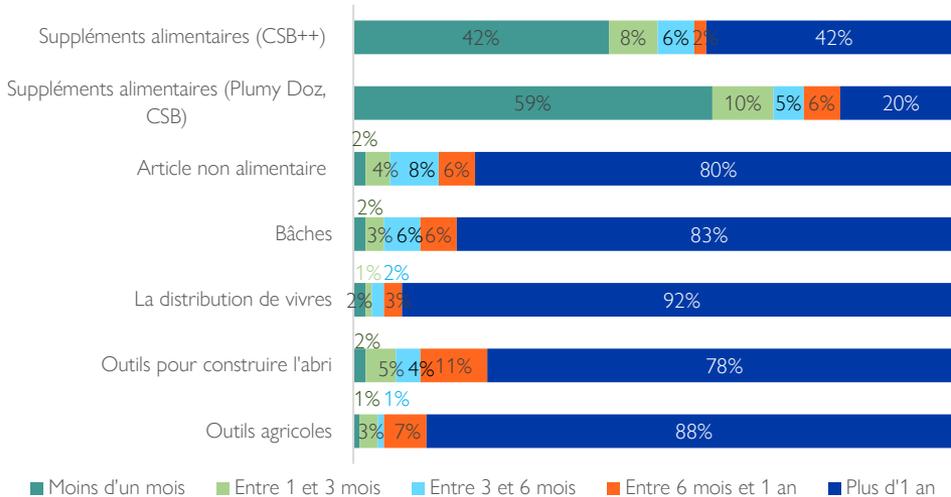
Les activités génératrices de revenus (4%) constituent la source de revenus la moins répandue pour la majorité des personnes dans les localités évaluées. Ceci est rapporté seulement dans **11 localités** dans deux sous-préfectures (Daboua et Baga-Sola) avec **82 pour cent** d'entre elles à Daboua.

Pourcentage de localités ayant bénéficié d'une assistance spécifique (choix multiple)

- Eau, hygiène et assainissement
- Bâches
- Suppléments alimentaires (Plumy Doz, CSB)
- Outils pour construire l'abri
- Education
- Suppléments alimentaires (CSB++)
- Article non alimentaire
- La distribution de vivres
- Santé
- Outils agricoles
- Pas d'assistance reçue
- L'assistance psychosociale



Période au cours de laquelle la dernière assistance a été fournie dans les localités qui ont bénéficié de cette assistance



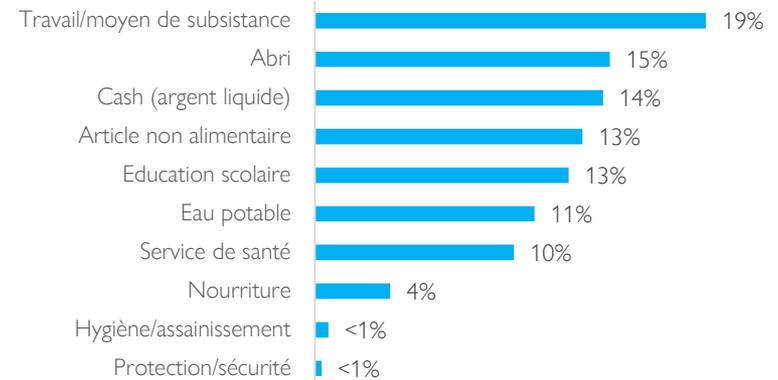
Bien que l'assistance dans certains domaines tels que les articles non alimentaires soit reçue dans **62 pour cent** des localités évaluées, la dernière assistance dans ce domaine a été reçue **il y a plus d'un an dans 80 pour cent des localités** qui ont reçu cette assistance. La nourriture qui ressort comme le premier besoin dans **74 pour cent** des localités évaluées, bien que **46 pour cent** des localités évaluées aient reçu une assistance en vivres, la dernière distribution a eu lieu **il y a plus d'un an dans 92 pour cent des localités** qui ont reçu l'assistance.

Premier besoin pour la majorité des personnes déplacées dans les lieux évalués



En ce qui concerne le deuxième besoin prioritaire pour la majorité des personnes dans les lieux évalués, les trois principaux sont **l'argent liquide (31%)**, **travail/ moyen de subsistance (23%)** et **la nourriture (14%)**.

Troisième besoin pour la majorité des personnes déplacées dans les lieux évalués



Redevabilité envers les populations affectées (Accountability to Affected Populations)

En cas de comportement inapproprié d'un agent d'une organisation humanitaire, y a-t-il un moyen/mécanisme que la communauté peut utiliser pour s'en plaindre ?

Existence d'un mécanisme de plainte	% des localités
Oui et c'est accessible facilement	63%
Non, il n'y a pas un tel mécanisme	34%
Ne sait pas/pas de réponse	2%
Oui, mais ce n'est pas accessible facilement	1%

Quelle est la langue principale parlée dans la communauté ?

La principale langue parlée dans la communauté	% des localités
Buduma	66%
Kanembu	25%
Arabe	5%
Gorane	4%

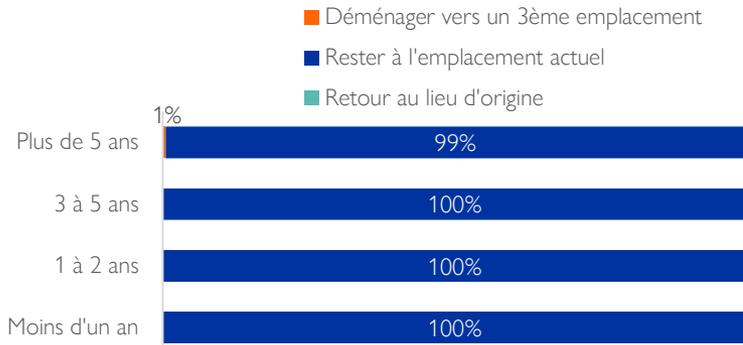
La calculatrice démographique vise à compléter les données de l'évaluation multisectorielle de la localité (MSLA) qui est collectée au niveau des informateurs clés. Il s'agit de s'assurer que les informations sont plus fiables lorsque nous fournissons des données pour les solutions aux déplacements internes. Pour ce premier déploiement de l'outil, 20 ménages ont été sélectionnés **aléatoirement** dans chacune des 26 communautés d'accueil pour les PDI. Au total, **520 ménages** ont été évalués pour une population de **3 749 individus**.

Pourcentage de ménages déplacés par an et pourcentage de ménages arrivés dans le lieu de déplacement actuel par an

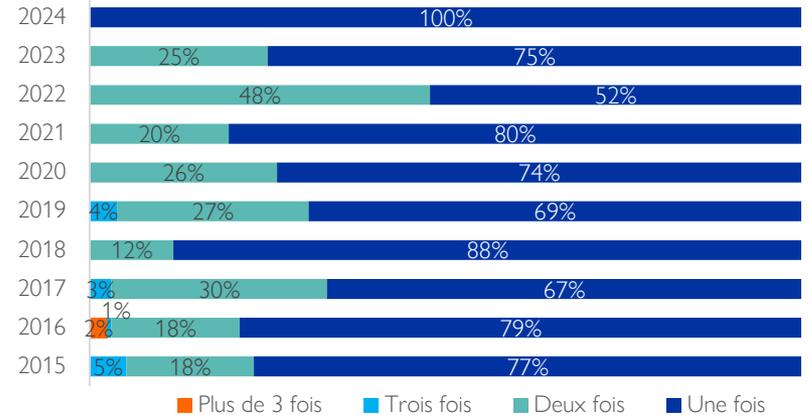


Parmi les **520 ménages** évalués, **62 pour cent** ont été déplacés en 2015 et 2016, tandis que **58 pour cent** des ménages évalués sont arrivés sur le lieu actuel en 2015 et 2016. Le pourcentage de ménages déplacés en 2023 et ceux qui sont arrivés sur le lieu actuel en 2023 s'élève chacun à **1 pour cent**.

Pourcentage des ménages par durée de déplacement et solution durable préférée

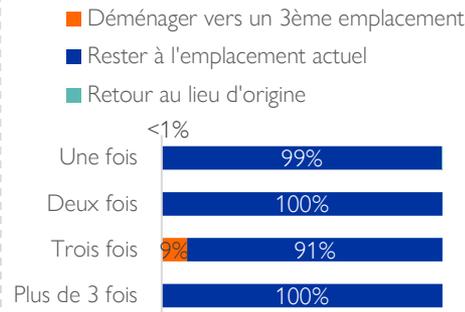


Année du déplacement et pourcentage du nombre de déplacements effectués par les ménages déplacés cette année-là

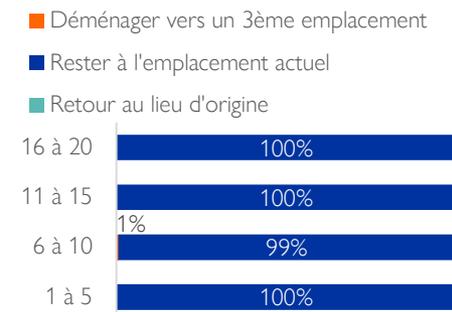


En général, les ménages évalués ont rarement effectué trois déplacements ou plus en fonction de l'année du déplacement avant d'arriver sur le lieu actuel. Le pourcentage le plus élevé a été enregistré en **2015**, lorsque **5 pour cent** des ménages déplacés ont effectué **trois** déplacements avant d'arriver sur leur lieu actuel.

Nombre de déplacements et solution durable préférée (% des ménages)



Taille du ménage et solution durable préférée (% des ménages)



Sur la base des ménages interrogés et en examinant les différents indicateurs par rapport à des solutions durables préférées, **l'intégration locale** semble être la solution durable la plus préférée par la quasi-totalité des ménages déplacés.